



Une femme dans le district de Tsholotsho au Zimbabwe participe à un projet pilote consacré à l'apprentissage de méthodes simples pour cultiver des denrées de façon efficace et au développement de cultures résistantes à la sécheresse. Photo : Sven Torfinn / Oxfam Novib

FINANCEMENT DES AGRICULTRICES

Un appel à renforcer et à rediriger les ressources pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique

RÉSUMÉ

Les analyses d'Oxfam révèlent que le soutien apporté aux femmes par les États et les bailleurs de fonds en matière d'agriculture et d'adaptation au changement climatique est inadéquat et manque de pertinence.

Oxfam a mené des recherches sur les investissements des États et des bailleurs de fonds en Éthiopie, au Ghana, au Nigeria, au Pakistan, aux Philippines et en Tanzanie¹. Dans ces pays, le financement est largement inférieur aux engagements pris, et peu d'éléments témoignent de l'allocation de ressources et d'une assistance technique à destination des agricultrices. Les ressources sont détournées vers d'autres priorités, aux dépens de l'agriculture paysanne, et la plupart des États manquent de capacités pour leur faire parvenir les financements.

Voici quelques-unes des principales conclusions :

- L'analyse des données confirme l'absence de preuve que les fonds atteignent bien les agricultrices, l'ensemble des pays étudiés n'étant pas en mesure de rassembler des données ventilées en fonction du genre.
- Seule l'**Éthiopie** a atteint l'objectif fixé dans la Déclaration de Maputo de consacrer 10 % de son budget national à l'agriculture, mais il est à noter que cet objectif était déjà atteint en 2003, au moment de la Déclaration de Maputo.
- Le **Ghana** a investi près de la moitié de son financement international pour l'adaptation au changement climatique pour soutenir l'agriculture en 2014, tandis que le ministère des Femmes a reçu en moyenne 0,1 % du budget national consacré au changement climatique sur la période 2010–2015.
- Le **Nigeria** présente la plus faible part de dépenses consacrées à l'agriculture et au développement rural (4,9 %) dans le cadre de l'aide internationale sur la période 2007–2015.
- Sur 3 000 agriculteurs interrogés en **Tanzanie**, près de 80 % ont indiqué ne bénéficier d'aucun service de vulgarisation.
- Aux **Philippines**, le département des travaux publics, responsable du développement des infrastructures, a reçu 88 % du financement pour l'adaptation au changement climatique en 2017 tandis que seuls 6 % étaient consacrés à l'agriculture.
- Au **Pakistan**, en 2014, près de 99 % du financement pour l'adaptation au changement climatique a été fourni sous forme de prêts, les subventions ne représentant que 3,4 millions de dollars.

Les agricultrices jouent un rôle central pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience face au changement climatique. Environ 80 % de la nourriture dans le monde est produite par des exploitations familiales, et l'agriculture paysanne constitue le principal moyen de subsistance dans la plupart des pays en développement². Les agricultrices représentent en moyenne 43 % de cette main-d'œuvre agricole, mais sont majoritaires dans certains pays³.

Pourtant, elles produisent 20 à 30 % de moins que les hommes, car elles sont souvent confrontées à des obstacles pour accéder aux intrants agricoles, aux marchés, à l'assistance technique, aux services de vulgarisation et aux financements. En comblant ce fossé, il serait possible d'augmenter les rendements agricoles et de réduire la sous-alimentation dans le monde de 17 %⁴.

Les agricultrices sont confrontées à deux niveaux d'exclusion cumulatifs : en tant que paysannes, et en tant que femmes. Du fait des faibles niveaux de dépenses des États pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique, la part des ressources à disposition des agricultrices est déjà limitée. Les États détournent les investissements au profit des projets d'infrastructure, des instituts de recherche, des projets du secteur privé et de zones géographiques plus prospères. L'atténuation des effets du changement climatique est favorisée aux dépens de l'adaptation. D'autre part, les montants de l'aide internationale ne sont pas à la hauteur des attentes. Les ressources sont canalisées vers d'autres priorités telles que les infrastructures, les dépenses manquent de transparence dans certains pays et les difficultés de coordination et de mise en œuvre sont la norme.

Malgré les grands discours accompagnant les engagements internationaux, très peu a été fait pour s'assurer que les agricultrices disposent des ressources nécessaires pour améliorer leurs moyens de subsistance, lutter contre l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience de leurs communautés au changement climatique. Dans les faits, les États ne prennent pas les mesures nécessaires pour faire tomber les obstacles sociaux, culturels, économiques et institutionnels qui empêchent les agricultrices d'accéder aux intrants agricoles essentiels. En effet, les femmes sont les grandes oubliées des processus gouvernementaux de planification, de budgétisation, de recueil de données et de suivi à tous les niveaux.

Un véritable soutien aux agricultrices pourrait libérer le potentiel de centaines de millions de personnes afin de réduire efficacement la pauvreté et la faim tout en renforçant la résilience des pays au changement climatique. Pour y parvenir,

Les États doivent soutenir les agricultrices :

- **En allouant des ressources spécifiquement aux agricultrices**
Plutôt que de supposer un ruissellement des ressources jusqu'aux femmes, la budgétisation pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique doit inclure des éléments spécifiques pour soutenir les agricultrices.
- **En ventilant les données selon le genre**
Des données ventilées selon le genre doivent être recueillies tout au long des processus de planification et de mise en œuvre pour l'agriculture et le changement climatique.
- **En faisant tomber les obstacles propres au genre**
Les ministères de l'Agriculture doivent cibler les obstacles privant les femmes de l'accès aux intrants agricoles essentiels.

- **En soutenant la participation des agricultrices dans le processus de décision budgétaire**

Les groupes de femmes et les associations d'agriculteurs peuvent être formés pour suivre la budgétisation au niveau municipal et local afin de tirer meilleur parti du financement.

Les États doivent rediriger les ressources vers l'agriculture paysanne :

- **En équilibrant le soutien entre agriculture paysanne et investissements existants**

Les États doivent étudier de près les investissements et octroyer un soutien suffisant aux exploitations paysannes.

- **En dimensionnant les financements en fonction des zones avec des niveaux élevés de pauvreté**

Les dépenses doivent être déployées dans les zones géographiques où les paysans et paysannes sont confrontés à une pauvreté extrême plutôt que de privilégier de manière disproportionnée des domaines plus prospères ou productifs du point de vue agricole, avec pour conséquence d'exacerber les inégalités.

- **En renforçant la transparence et la redevabilité par le biais de systèmes de suivi financier**

Les États doivent créer ou renforcer des systèmes de suivi des dépenses et désigner une agence de coordination unique faisant office de centre d'information sur l'ensemble des flux financiers arrivant dans le pays.

- **En améliorant la cohérence et en réduisant la bureaucratie**

Afin de canaliser le financement disponible limité vers l'agriculture paysanne, les ministères et les gouvernements locaux doivent intégrer le changement climatique, l'agriculture et les questions femmes-hommes dans la planification et la programmation.

- **En dotant les gouvernements locaux de ressources**

Les gouvernements locaux ont besoin de ressources adéquates pour promouvoir la participation réelle des paysans et paysannes dans les décisions budgétaires et doivent recevoir un soutien approprié pour mettre en place les lignes budgétaires pour les processus participatifs.

Les pays développés doivent prendre des mesures pour cibler les femmes et les paysans :

- **En dirigeant le financement là où il y en a le plus besoin**

Les États des pays développés doivent explicitement consacrer des lignes budgétaires aux paysans et paysannes, diriger l'aide vers les pays et les régions qui en ont le plus besoin et fournir un financement à long terme pour l'adaptation au changement climatique afin de contribuer à la diversification des moyens de subsistance des agriculteurs.

- **En améliorant le reporting sur l'aide internationale**

Les pays développés doivent publier des documentations et des données exhaustives et clairement codifiées sur les projets dans les bases de données en ligne et suivre les investissements liés aux questions femmes-hommes par le biais d'un balisage budgétaire.

NOTES

- 1 Bien qu'ils constituent le cœur des recherches d'Oxfam pour ce document, ces pays ne sont pas représentatifs de l'ensemble des pays dans le monde.
- 2 FAO (2014), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014 : Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation* ». <http://www.fao.org/publications/sofa/2014/fr/>
- 3 FAO (2016), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire.* » <http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/>
- 4 Ibid.

© Oxfam International, octobre 2017.

Ce document d'information a été rédigé par Rebecca Pearl-Martinez. Oxfam remercie Abdulazeez Musa, Anwar Sadat, Bertram Zagema, Derk Byvanck, Eluka Kibona, Eric Muñoz, Giorgia Ceccarelli, Hanna Saarinen, Hugo Hooijer, Luigi Toda, Madelon Meijer, Seble Teweldbirhan, et Zeeshan Mahar pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-089-6 en octobre 2017. DOI : 10.21201/2017.0889
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)